
Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation**Filières d'économie circulaire****PA18 – Version 1.2**

La proposition de Plan d'Actions se base sur la version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets.

A. Organisation du Plan d'Actions**1. Auteur-e de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur-e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au Standard genevois d'évaluation. Il·Elle peut être le·la propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur-e du Plan d'Actions	Maud Jacquot
Entreprise	SIG/Programme éco21
Contact	Chemin du Château-Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél : 079 293 02 97 Courriel : maud.jacquot@sig-ge.ch

2. Propriétaire du Plan d'Actions

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur-e de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation.

Nom du·de la propriétaire du Plan d'Actions	Maud Jacquot
Entreprise	SIG/Programme éco21
Contact	Chemin du Château-Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél : 079 293 02 97 Courriel : maud.jacquot@sig-ge.ch

B. Informations générales sur le Plan d'Actions

1. Description générale

L'économie circulaire s'appuie sur des modèles de coopération entre différents opérateurs économiques qui interagissent à partir de la collecte d'objets, de biens ou de matériaux (ci-après « produits ») jusqu'à leur remise en circulation (par la revente, le don, la réparation ou remise en état, la régénération, la mutualisation, etc.), en passant par des étapes de transport, stockage et éventuellement de test, réparation/remise en état et reconditionnement ou régénération. Ces activités ont pour but d'extraire les produits utilisables aux flux des déchets jetés ou en passe d'être jetés, de promouvoir des modèles de production et de consommation plus sobres et donc moins gourmands en ressources et moins impactant pour l'environnement.

Le Plan d'Actions « Filières d'économie circulaire (Filières EC) » vise à renforcer la viabilité des opérateurs économiques des filières de l'économie circulaire et à soutenir le développement de leurs activités. A ce jour, 3 filières sont incluses à ce Plan d'Actions :

- La filière visant à la circularisation des matériaux et produits de construction (filiale C-BAT). Cette filière a pour but de contribuer à réduire l'impact environnemental du secteur de la construction et les volumes de déchets issus des travaux de génie civil et projets de construction en augmentant le taux de matériaux et produits de construction valorisés par réemploi ou réutilisation.
- La filière visant à la circularisation des équipements électriques et électroniques (filiale C-EEE). Cette filière a pour but de contribuer à prolonger la durée de vie des équipements électriques et électroniques usagés – à savoir des EEE déjà utilisés, encore fonctionnels ou non – notamment par le test, la réparation, la remise en état et/ou le reconditionnement des EEE usagés et des pièces, puis la réutilisation (revente, don) ou le partage (prêt, mutualisation ou modèle d'économie de la fonctionnalité¹) d'EEE à des clients utilisateurs.
- La filière visant à la circularisation des produits de consommation courante (filiale C-CONSO). Cette filière a pour but de contribuer à prolonger leur durée de vie ou intensifier leur utilisation par leur remise en état, leur réutilisation (revente, don) ou leur partage (prêt, mutualisation ou modèle d'économie de la fonctionnalité¹) au bénéfice des clients utilisateurs.

Deux grandes catégories d'actions sont soutenues par le Plan d'Actions pour activer les économies de déchets et de Gaz à Effet de Serre (GES) et préserver les ressources :

- Soutien au développement des activités des opérateurs économiques des filières d'économie circulaire.
- Soutien au développement de nouvelles infrastructures et au maillage du territoire.

¹ L'économie de la fonctionnalité consiste à fournir aux entreprises, individus ou territoires, des solutions intégrées de services et de biens reposant sur la vente d'une performance d'usage ou d'un usage, et non sur la simple vente de biens. (ADEME)

2. Objectifs

L'économie mondiale linéaire alimente la crise climatique, avec plus d'un demi-billion de tonnes de matières vierges consommées depuis la signature de l'Accord de Paris de 2015. 70% des émissions de gaz à effet de serre sont liées à la production et à l'utilisation de produits, des bâtiments dans lesquels nous vivons et des transports que nous utilisons, à la nourriture que nous mangeons et aux vêtements que nous portons. A ce titre, les solutions d'économie circulaire sont un levier significatif pour adresser la crise climatique et la raréfaction des ressources. (The Circularity Gap Report 2022, Circle Economy).

Le *Circularity Gap Report 2021* révèle que les stratégies d'économie circulaire peuvent réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 39 % et aider à éviter la dégradation du climat. Les 22,8 milliards de tonnes (Gt) d'émissions annuelles associées à la création de nouveaux produits à partir de matériaux vierges peuvent être fortement réduites en appliquant des stratégies circulaires qui réduisent considérablement la quantité de minéraux, de combustibles fossiles, de métaux et de biomasse consommée par l'économie mondiale.

Le Plan d'Actions éco21-Filières EC vise à réduire l'empreinte environnementale et matières générée par la consommation du Canton de Genève² et à diminuer la quantité de déchets générés, par des actions de soutien aux opérateurs économiques des filières de l'économie circulaire.

Les objectifs se déclinent ainsi :

- Réduire à la source les déchets, les émissions de GES et préserver les ressources en soutenant directement les opérateurs économiques ayant permis le réemploi, la réutilisation ou la mutualisation des produits qui sont les preuves de réussite de la filière.
- Réduire à la source les déchets, les émissions de GES et préserver les ressources en soutenant indirectement le développement de l'économie circulaire sur le territoire, en :
 - Favorisant la montée en compétences, faisant la promotion de l'activité et consolidant la réputation des opérateurs économiques.
 - Facilitant la logistique et le développement des infrastructures et du maillage territorial des alternatives offertes par l'économie circulaire.

Le Plan d'Actions éco21-Filières EC participe à l'atteinte des objectifs des politiques déchets et climatique par la réduction des quantités de déchets envoyés à l'incinération et des réductions à la source de déchets et des impacts environnementaux (dont les émissions de GES et les consommations de ressources).

² [SIG & OCEN \(2022\). Accélération de l'économie circulaire du Grand Genève – Synthèse du projet](#)

3. Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions

Les actions éco21-Filières EC se limitent aux opérations ayant été effectuées sur le territoire du Canton de Genève par des Partenaires éco21 des filières incluses au Plan d'Actions-Filières EC (se référer au paragraphe C.1) pour :

- Des produits ayant été repris et circularisés (par la revente, le don, la réparation ou remise en état, la régénération, etc.)
- Des opérations d'économie de la fonctionnalité (mutualisation, vente de services en substitution de produits)

4. Type de Plan d'Actions

Les types d'actions admis dans éco21-Filières EC sont listés dans le tableau ci-dessous :

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<input type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<input type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité <input type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments), substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions de GES
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<input type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises <input type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	Tri des déchets	<input type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input type="checkbox"/> Optimisation de la collecte <input type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	Réduction à la source des déchets et préservation des ressources	<input checked="" type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input checked="" type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input checked="" type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main,

création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, plateforme informatique, etc.).	
Préservation de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/> Eco-conception <input checked="" type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

5. Risques de double comptabilité par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)

Les processus mis en place pour la sélection des Actions comptabilisées par le PA permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes. Aucun effet ne fera l'objet de certificats négociables.

Les réductions d'émissions de CO2 liées aux économies de déchets étant considérées comme des émissions indirectes, aucun certificat négociable n'est généré et donc il n'y a pas de risque de double comptabilité.

C. Description du Plan d'Actions

1. Description générale

a. Reconnaissance et encadrement des opérateurs économiques des filières EC

Pour pouvoir soutenir le développement économique des opérateurs des filières d'économie circulaire, SIG-éco21 a développé des conventions de partenariat qui visent à formaliser et rendre public un cadre d'exigences techniques de prestation couvrant l'ensemble des étapes de chaque filière. Les opérateurs qui s'engagent dans le système de conventionnement SIG-éco21, appelés Partenaires SIG-éco21, bénéficient de formations ainsi que d'un soutien à la communication. Par ailleurs, les Partenaires SIG-éco21 bénéficient d'incitations financières directes tel que décrit au paragraphe H.1. Si les Partenaires SIG-éco21 réalisent des actions couvertes par d'autres Plans d'action éco21, leur intervention sera intégrée au Plan d'actions correspondant.

Les conventions de partenariat SIG-éco21 du Plan d'Actions éco21-Filières EC couvrent les 3 filières mentionnées au paragraphe B.1 :

- Convention et Partenaires SIG-éco21 C-BAT : Etablissement des exigences techniques de prestation d'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage pour le réemploi de matériaux et produits de construction dans le cadre de la convention C-BAT et mise en place d'une formation au catalogue de formation

SIG-éco21 pour faire monter en compétences les bureaux d'études et architectes sur le territoire.

- Convention et Partenaires SIG-éco21 C-EEE : Etablissement des exigences techniques de prestation pour la réparation d'EEE pour le client utilisateur, la réutilisation, le partage, mais aussi pour la collecte, le transport, le tri et la remise en état ainsi que le recyclage des déchets d'EEE (pièces détachées non réparables par exemple). Développement d'une fiche de conseils de maintenance pour les réparateurs. Développement de supports de communication (Flyer A5) pour une consommation plus responsable d'appareils numériques.
- Convention et Partenaires SIG-éco21 C-CONSO : Etablissement des exigences techniques de prestation pour la réparation ou la remise en état d'un produit pour le Client, ou la réutilisation de produits de seconde main, ou le partage. Les produits concernés sont notamment les suivants : textiles (notamment les vêtements, chaussures, matériel de camping, bagagerie), objets (notamment le matériel de sport, outils et matériel de bricolage) et ameublement (notamment mobilier, literie, produits de décoration). Les produits exclus sont les matériaux et produits de construction ainsi que les appareils électriques et électroniques ou contenant des composants électriques ou électroniques.

b. Actions de soutien au développement des activités des Partenaires SIG-éco21 des filières EC

Les actions suivantes de soutien au développement des activités des opérateurs économiques des filières d'économie circulaire ont été développées par le Plan d'Actions éco21-Filières EC et intégrées aux différents Plan d'Actions éco21 des segments de clients bénéficiant de ces actions. Elles ne donnent pas directement lieu à une comptabilisation des économies de déchets et/ou d'émissions de CO₂ :

- Accompagnement par un Partenaire SIG-éco21 C-BAT de la maîtrise d'ouvrage au diagnostic (inventaire), à l'approvisionnement (sourcing) et au démontage, transport et stockage (maîtrise d'œuvre) en conformité aux exigences techniques de prestation pour le réemploi de matériaux et produits de construction.
- Accompagnement de la maîtrise d'ouvrage à la « construction durable » par un responsable de l'intégration des différentes thématiques dans les projets de construction et de la bonne réalisation des objectifs de la maîtrise d'ouvrage. L'intégrateur s'appuie sur un référentiel d'accompagnement, une plateforme permettant de mutualiser des supports (cadre réglementaire et politiques cantonales, documentation technique – fiches de description de techniques de construction et matériaux durables, fiches action, etc. –, description de cas d'études et partage d'expériences) et un réseau de mandataires spécialisés.
- Engagement des entreprises à remettre leur matériel informatique en fin de premier usage à un Partenaire SIG-éco21 C-EEE pour le reconditionnement et la réutilisation de ce matériel (au lieu de la remise à l'organisme de recyclage).

- Réalisation d'animations « numérique responsable » par un Partenaire SIG-éco21 C-EEE pour les particuliers et le personnel des entreprises visant à réduire l'empreinte environnemental du numérique et à la sobriété des usages.
- Réalisation d'ateliers de réparation d'objets et d'appareils électriques et électroniques par un Partenaire SIG-éco21 C-EEE et/ou C-CONSO pour et avec les particuliers.
- Accompagnement par un Partenaire SIG-éco21 C-EEE et/ou C-CONSO à la création de nouvelles bibliothèques d'objets au bénéfice de regroupements de professionnels ou d'associations (telles que les maisons de quartier), ou de communes au bénéfice de leurs habitants.

c. Actions de soutien au développement de nouvelles infrastructures et au maillage du territoire

Parmi les actions de soutien au développement de nouvelles infrastructures et au maillage du territoire, quatre types d'actions ont été développés par le Plan d'Actions éco21-Filières EC. Ces actions ne donnent pas directement lieu à une comptabilisation des économies de déchets et/ou d'émissions de CO₂ :

- Points logistiques pour pouvoir reprendre des produits à but de réemploi, réutilisation ou don :
 - Mise en place de palettes cadres pour une collecte à but de réutilisation du petit électroménager, des appareils avec écran et de l'électronique en Espace de récupération Cantonal (ESREC).
 - Collecte du petit électroménager à but de réutilisation en pas de porte ou au pied de la boîte aux lettres par la mise à disposition de sacs affranchis (ElectroBag) et retournés à un Partenaire SIG-éco21 C-EEE.
 - Test de nouvelles infrastructures logistiques urbaines telles que les nano-hubs urbains, pour faciliter la collecte et la remise à disposition de produits à but de réparation ou de reconditionnement et revente.
- Zones de stockage intermédiaire de matériaux et produits de construction afin d'éviter leur mise en décharge ou leur incinération et permettre leur réemploi ou leur réutilisation dans des ouvrages pour lesquels les plannings de chantier sont en décalage par rapport à la disponibilité de la matière.
- Zones de stockage intermédiaire pour régénérer des sols faiblement à peu pollués afin d'éviter leur mise en décharge et permettre leur réutilisation en tant que sol fertile dans des projets de construction.
 - Développement de conditions cadre liant le propriétaire foncier aux différents maîtres d'ouvrages sollicitant pour stocker temporairement des matériaux terreux ou d'excavation.

- Projets de nouvelles filières et entrepreneuriaux, ou programmes d'incubation d'activités économiques en lien avec les filières de l'économie circulaire et les besoins du territoire :
 - Sponsoring de l'incubateur Economie Circulaire d'Impact Hub Geneva pour contribuer au développement de nouvelles activités en lien avec l'économie circulaire et contribution d'expertise auprès des incubés.
 - Soutien à la création de nouvelles filières qui permettent de déployer des pratiques durables de consommation, telles que le développement d'une filière de réutilisation de contenants alimentaires (projet de consigne J'la Ramène et projet Emportons malin de boîtes réutilisables pour la vente à emporter dans la restauration), et la substitution des langes jetables par des couches réutilisables dans les crèches.
 - Soutien au développement ou développement d'outils informatiques pour faciliter la mise en réseau des acteurs économiques et l'émergence de pôles de compétences :
 - Plateforme de collaboration pour les mandataires spécialisés, assistants à maîtrise d'ouvrage et maîtres d'ouvrage pour faciliter la construction circulaire durable.
 - Plateforme permettant de qualifier un projet et d'être mis en lien avec un fournisseur de matériaux minéraux de chantier issus du réemploi.
 - Plateforme numérique permettant aux entreprises de remettre leurs objets à d'autres entreprises sous forme de dons (Re-sources.ch).

2. Facteurs d'émission CO₂

Les facteurs d'émission applicables pour les Actions sont ceux figurant dans le Document spécifique GES du Standard genevois d'évaluation.

3. Méthodologies appliquées

Le calcul des effets des Actions décrites au chapitre C.1.b et C.1.c est établi sur la base des résultats déclarés et prouvés par les Partenaires SIG-éco21 EC.

Leur évaluation se base sur les méthodologies suivantes :

- Méthodologie MD22 : C-EEE – Circularisation des équipements électriques et électroniques
- Méthodologie MD23 : Circularisation des produits de consommation courante et réemploi des produits de construction

- Méthodologie MD24 : Substitution de solutions à usage unique par une solution réutilisable (en création)

Les méthodologies sont appliquées de la façon suivante selon le type d'action et le type de produit circularisé par les Partenaires SIG-éco21 des filières EC :

Type d'action	Catégories de produits	MD22 : Circularisation des équipements électriques et électroniques	MD23 : Circularisation des produits de consommation courante et réemploi des produits de construction	MD24 : Substitution de solutions à usage unique par une solution réutilisable
Actions de Réemploi des Partenaires SIG-éco21	C-BAT – Produits et matériaux de construction		X	
Actions de Réparation pour le Client utilisateur Ou Réutilisation des Partenaires SIG-éco21	C-EEE – Petit électroménager	X		
	C-EEE – Gros électroménager	X		
	C-EEE – Smartphone et tablette	X		
	C-EEE – Appareil avec grand écran (TV, écran publicitaire, écran d'ordinateur)	X		
	C-EEE – Ordinateur (all-in-one PC, laptop, PC, dont accessoires)	X		
	C-EEE – Autres appareils SWICO	X		
	C-CONSO – Produits textiles		X	
	C-CONSO – Produits métalliques (aluminium, acier, inox...)		X	
	C-CONSO – Langes		X	
	C-CONSO – Produits plastiques ou verre		X	
	C-CONSO – Produits papier ou carton		X	
	C-CONSO – Autres Produits		X	
Actions de Partage des Partenaires SIG-éco21	C-EEE – Petit électroménager	X		
	C-EEE – Gros électroménager	X		
	C-EEE – Classification SWICO	X		
	C-CONSO – Textile d'habillement : Hauts du corps		X	
	C-CONSO – Textile d'habillement : Bas du corps		X	
Actions de Substitution d'une solution jetable par une solution réutilisable des Partenaires SIG-éco21	J'la ramène			X
	Emportons malin			X
	Couches réutilisables			X

4. Effets attendus

Les effets attendus sont une diminution directe des quantités de déchets (et donc des quantités de déchets recyclés, mis en décharge ou incinérés), une réduction indirecte des émissions de GES et la préservation des ressources (effets induits par la substitution des modèles linéaires par des alternatives circulaires).

Il n'y a pas encore d'objectif chiffré pour les déchets et les ressources car les actions peuvent varier d'année en année en fonction de la réalisation d'autres projets, de leur budget, de critères propres à SIG-éco21 et d'autres aléas conjoncturels.

5. Valorisation des effets

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon leur type de valorisation admis. Les tableaux ci-dessous détaillent les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

F = Aide financière éco21

	Emissions de CO ₂
Emissions indirectes	C, F

	Déchets
SIG	C, F

Définitions :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21
- *Emissions indirectes* : Réductions d'émissions indirectes (ex : liées à des actions portant sur les déchets)

6. Prise en compte des fuites

Les effets interactifs du Plan d'actions Filières d'EC sont ceux décrits dans les méthodologies MD22, MD23 et MD24.

7. Facteurs d'influence

Les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions peuvent être d'ordre financier ou légal.

Si la taxe au sac pour les ordures ménagères est mise en place sur le canton de Genève (ce qui n'est pas le cas à ce jour), cette dernière peut avoir un impact sur le Plan d'Actions Filières EC, au niveau des ménages.

Une évolution de la conjoncture économique peut également avoir une influence sur les utilisateurs de par le coût moins élevé des biens circularisés ou des matières premières secondaires en comparaison au coût des matières premières vierges.

Au niveau légal, l'évolution de la législation sur les déchets et l'économie circulaire (lois fédérales, cantonales et réglementation communale) peut influencer la pratique des entreprises, collectivités et particuliers en termes d'économie circulaire.

D. Additionnalité

1. Additionnalité réglementaire et légale

Aucune loi, règlement ou autre acte législatif ne rend obligatoire la réalisation de ce Plan d'Actions éco21-Filières EC. La loi sur les déchets n'impacte pas le Plan d'Actions éco21-Filières EC.

Les filières d'économie circulaire sont à ce jour émergentes. En effet, les efforts des pouvoirs publics des 30 dernières années se sont concentrés sur le soutien au développement de filières visant au recyclage matière ou à la valorisation énergétique des produits ayant obtenus le statut de déchet. Les financements réglementés, tels que la taxe anticipée de recyclage (TAR), ne couvrent qu'un nombre limité de produits (aluminium et fer blanc, PET bouteille, appareils électriques et électroniques des ménages) et se focalisent sur le financement des filières de recyclage. Il en est de même pour la taxe d'élimination anticipée (TEA) pour le verre et les piles et batteries.

Les activités de l'économie circulaire visant à reprendre des produits avant qu'ils ne deviennent des déchets ou à sortir un produit de son statut de déchet pour le remettre en circulation ne bénéficient donc d'aucun cadre réglementaire soutenant.

2. Analyse des barrières

Les types de barrières qui empêchent ou freinent la réalisation des actions naturellement sont d'ordre financier, structurel et culturel ancrés.

Les activités des acteurs des filières de l'économie circulaire sont émergentes et souvent intensives en main d'œuvre. Les coûts générés rendent généralement non profitables ces activités, même par la revente des produits reconditionnés ou réparés par exemple. Les ménages, comme les pouvoirs publics et les entreprises, sont par ailleurs incités (culturellement et économiquement) à l'achat de produits neufs à bas coûts et peinent à accéder aux alternatives de réemploi, réutilisation ou réparation/remise en état (plus parsemées, souvent plus coûteuses que les produits neufs, bénéficiant d'un effet d'image et de réputation très limité voir parfois défavorable) ou aux alternatives de l'économie de partage et de la fonctionnalité (la possession individuelle étant la norme).

Les aides financières proposées par le Plan d'Actions éco21-Filières EC permettent :

- D'une part d'activer la demande pour les alternatives proposées par les filières de l'économie circulaire en levant certains freins tels que l'accessibilité

(maillage du territoire et développement de services) ou la confiance (renforcement de l'image et du niveau technique de la prestation).

- Et d'autre part de palier au défaut de financement de ces filières qui freine les investissements, l'emploi et la compétitivité de l'offre.

Aucune de ces actions n'est obligatoire et chacune est mise en œuvre au bon vouloir du public cible, mais constitue un élément clé pour l'atteinte des objectifs cantonaux en matière de réduction de déchets et d'émissions de GES.

3. Analyse de la pratique courante

Le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire induit un changement profond de paradigme.

En effet, notre monde n'est que circulaire à 9% et la tendance est négative. L'écart de circularité ne se ferme pas. La première étude Circularity Gap Report de Suisse met en évidence que l'économie suisse n'est circulaire qu'à 6,9 %. Les matières intégrées dans l'économie suisse proviennent en grande majorité de sources primaires et non renouvelables. Elles sont généralement extraites à l'étranger, ce qui contribue à des impacts environnementaux significatifs, tant par les émissions de gaz à effet de serre que par la production de déchets (The Circularity Gap Report Switzerland 2023, Deloitte).

Le Plan d'Actions éco21-Filières EC va donc permettre d'accélérer la mise en œuvre de ce changement de modèle.

E. Soutiens financiers

Le Plan d'Actions éco21-Filières EC bénéficie ponctuellement d'un cofinancement pour les actions proposées lorsqu'elles sont réalisées pour le compte des bénéficiaires des actions (maîtres d'ouvrages, communes, entreprises...).

Par engagement contractuel (article établi dans les conventions de partenariat), ni les Partenaires SIG-éco21 EC, ni les bénéficiaires des actions ne valorisent de leur côté les réductions de déchets ni les émissions de GES évitées. La totalité des économies générées par le Plan d'Actions éco21-Filières EC est donc comptabilisée par SIG-éco21.

F. Echéancier

Le Plan d'Actions éco21-Filières EC a été mis en œuvre depuis 2020. Il se poursuit auprès des bénéficiaires et Partenaires SIG-éco21 EC du temps que :

- Son accueil reste favorable
- Les besoins sont présents en termes d'actions

La durée du Plan d'Actions éco21-Filières EC n'est pas définie à ce jour. Cependant, conformément aux règles du Standard genevois d'évaluation, la durée de validation du Plan

d'Action est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Plan d'Actions devra être à nouveau validé pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

G. Plan de suivi

1. Description

Une fois par an, un e-mail est envoyé par SIG-éco21 aux Partenaires des filières du Plan d'Action SIG-éco21 EC spécifiant les modalités de calcul et de versement de l'incitation financière. Un fichier Excel récapitulatif décrit :

- Les informations demandées au Partenaire SIG-éco21 EC pour justifier de ses actions ;
- Le processus appliqué par SIG pour vérifier les données reportées par le Partenaire SIG-éco21 EC.

Ce fichier est contrôlé par SIG-éco21 (ou un.e représentant.e mandaté.e). La documentation est enregistrée par le vérificateur SIG-éco21 dans un dossier spécifique à chaque Partenaire SIG-éco21 EC. Un rapport de vérification intermédiaire établi par le vérificateur SIG documente les informations vérifiées et formalise d'éventuelles demandes de complément ou d'actions correctives. Une fois ces compléments et corrections apportées définitivement par le Partenaire, le rapport final de vérification est établi par le vérificateur SIG-éco21.

Une fois la vérification SIG-éco21 finalisée, un e-mail de validation du montant de l'incitation et de demande de facturation est envoyé par SIG-éco21 au Partenaire en lui joignant le rapport final de vérification.

2. Fréquence

Le suivi est réalisé chaque année civile.

3. Données enregistrées

Les preuves de réalisation des actions dépendent des filières considérées et sont établies en fonction des critères annexés aux conventions engageant les partenaires avec SIG-éco21 :

- Filière visant à la circularisation des matériaux et produits de construction : Convention « Solution Circularisation des matériaux et produits de construction (Solution C-BAT) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes.
- Filière visant à la circularisation des équipements électriques et électroniques : Convention « Solution Circularisation des produits de consommation courante (Solution C-CONSO) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes.

- Filière visant à la circularisation des produits de consommation courante : Convention « Solution Circularisation des équipements électriques et électroniques (Solution C-EEE) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes.

Les Annexes des conventions sont susceptibles d'être modifiées selon les retours d'expérience. Cependant, les données spécifiées dans les annexes qui permettent d'établir les calculs d'économies de déchets et d'émissions de CO2 resteront identiques.

4. Assurance qualité

La vérification des données (preuves des actions menées par le Partenaire SIG-éco21) est effectuée soit par un tiers indépendant mandaté par SIG-éco21 et dont les rapports sont validés par SIG-éco21, soit directement par SIG-éco21.

L'objectif de la vérification des données est d'assurer que le report des actions menées par le Partenaire SIG-éco21 EC respecte les périmètres temporel, géographique et technique (types de produits et types d'actions) de la période de report et de la Convention de partenariat. La vérification peut donner lieu à un entretien, une visite sur site ou à un échantillonnage pour assurer un niveau élevé de confiance dans la qualité du report des actions.

En fin de processus de vérification des données, le Partenaire SIG-éco21 EC a l'autorisation de facturer SIG-éco21 du montant d'incitation validé par la vérification (cf. H.1 Financement direct des actions).

H. Aspect financier du Projet / Plan d'Actions

1. Financement direct des actions

Le Plan d'Actions éco21-Filières EC propose aux Partenaires SIG-éco21 EC le versement d'incitations évaluées en fonction des bénéfices réels obtenus par les Partenaires SIG-éco21 EC. Les montants des incitations sont dépendants des types d'actions de circularisation (réparation, revente, don, etc.) et du type de produit ayant été circularisé.

- Filière C-BAT visant à la circularisation des matériaux et produits de construction : L'incitation financière est calculée par tonne de produits de construction réemployés ou tonne de matériaux terreux ou d'excavation réutilisés.
- Filière C-EEE visant à la circularisation des équipements électriques et électroniques : L'incitation financière est calculée selon le service rendu par le Partenaire et la catégorie de l'équipement circularisé.
- Filière C-CONSO visant à la circularisation des produits de consommation courante : L'incitation financière est calculée selon le service rendu par le Partenaire et la catégorie du produit circularisé.

Les montants des incitations directement versées aux Partenaires dépendent des filières considérées et sont établies en fonction des critères annexés aux conventions engageant les partenaires avec SIG-éco21 :

- Filière C-BAT visant à la circularisation des matériaux et produits de construction : Convention « Solution Circularisation des matériaux et produits de construction (Solution C-BAT) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes.
- Filière C-CONSO visant à la circularisation des équipements électriques et électroniques : Convention « Solution Circularisation des produits de consommation courante (Solution C-CONSO) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes.
- Filière C-EEE visant à la circularisation des produits de consommation courante : Convention « Solution Circularisation des équipements électriques et électroniques (Solution C-EEE) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes.

2. Financement indirect des actions

Les actions décrites au paragraphe C.1 sont financées soit uniquement par SIG-éco21 soit par SIG-éco21 et le client de l'Action, selon une répartition et à des conditions définies pour chacune.

Les montants des incitations versées sont établis par contrat entre SIG et le client de l'Action.

I. Parties prenantes

- Propriétaires des Plans d'Action SIG-éco21 déchet et économie circulaire
- Partenaires : associations, coopératives et entreprises réalisant les prestations du Plan d'Actions
- Bénéficiaires : clients des prestations du Plan d'Actions et faitières lorsqu'existantes
- Différents services de l'Etat selon l'action et la filière. Par exemple :
 - GESDEC (Service de l'Etat, Géologie, Sols et Déchets) : informé des actions inscrites aux objectifs du Plan de Gestion des Déchets Cantonal et au Plan d'Action ECOMAT-GE
 - SCDD (Service Cantonal du Développement Durable) : informé des actions inscrites au plan de mesures du Plan Climat Cantonal
 - Grand Genève, DT (Département du Territoire), OCEV (Office Cantonal de l'Environnement), DG-DERI (Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation), FTI (Fondation pour les

terrains industriels de Genève) : informé des actions pour assurer une cohérence territoriale

J. Communication

J'accepte que

- ☒ Les données relatives au Plan d'Actions ci-dessus
- ☒ Mes coordonnées

soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation.

Annexes :

- Annexe A : Convention « Solution Circularisation des matériaux et produits de construction (Solution C-BAT) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes, article 2. Conditions pour recevoir la prime.
- Annexe B : Convention « Solution Circularisation des produits de consommation courante (Solution C-CONSO) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes, article 2. Conditions pour recevoir la prime.
- Annexe C : Convention « Solution Circularisation des équipements électriques et électroniques (Solution C-EEE) », Annexe 4 : Modalités et montants des incitations financières directes, article 2. Conditions pour recevoir la prime.